

Actualité stratégique en Asie

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE : UN SOIXANTENAIRE DANS LA FORCE DE L'ÂGE

Olivier Guillard, directeur de recherche à l'IRIS / octobre

Le 1er octobre 2009, la République Populaire de Chine célébrera avec faste et application le 60e anniversaire de sa fondation. Six décennies d'une existence pour le moins atypique et contrastée. Sans nous appesantir sur le bilan politique du demi-siècle écoulé, celle qui s'impose désormais comme la 3eme économie mondiale (au second rang à la fin de l'année ?) et, toute communiste qu'elle demeure, comme un partenaire commercial et diplomatique incontournable — ici encore atypique —, attend également beaucoup des années et décennies à venir.

http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/2009-09-30-asa55.pdf

Sur affaires-strategiques.info

Retrouvez les points de vue des chercheurs et des invités du site d'information de l'Iris :



“La Grèce dans son environnement régional : défis et perspectives” - Par Didier BILLION, directeur adjoint de l'IRIS, 30 septembre



“Le nouveau paysage politique allemand issu des élections fédérales” - Par Jacques-Pierre GOUGEON, chercheur associé à l'IRIS, 30 septembre



“Tension in Honduras seizes the week in Latin America” - Par Thiago DE ARAGÃO, chercheur associé à l'IRIS, 29 septembre



“Vers une recrudescence de l'antisémitisme à gauche ?” - Par Michel DREYFUS, historien, directeur de recherche au CNRS, auteur de « L'antisémitisme à gauche », 28 septembre



“Les résultats mitigés du G 20 de Pittsburg (24-25 septembre 2009)” - Par Philippe HUGON, Directeur de recherche à l'IRIS, 28 septembre



“G 20 : un compromis pour réguler l'économie mondiale est-il possible ?” - Par Sylvie MATELLY, Directrice de recherche à l'IRIS, 25 septembre



“Nicolas Sarkozy, Mahmoud Ahmadinejad et l'ONU” - Par Karim PAKZAD, chercheur associé à l'IRIS, 25 septembre



“Le ministère de la Défense face au défi du développement durable” - Par Eric LUCAS, Haut fonctionnaire au développement durable du ministère de la Défense, 24 septembre

Dans la presse

AVEC UN SPD DÉSORMAIS HORS DE LA COALITION, ANGELA MERKEL AURA AFFAIRE À UNE OPPOSITION PLUS DURE

Jacques-Pierre Gougeon par Marion Van Renterghem / Le Monde / 28 septembre

Oui, même si la CDU/CSU a légèrement reculé. En recentrant son parti, elle lui a fait perdre des électeurs vers le FDP. Mais elle a gagné des électeurs urbains et diplômés, attirés par une CDU plus moderne. Elle a changé l'image de la famille de son parti. Avec la crise, elle a tranché en faveur d'un pouvoir de régulation de l'Etat en matière économique. Résultat : 40 % des électeurs potentiels des Verts et 20 % de Die Linke estimaient qu'ils pouvaient voter Merkel. [SUITE PAGE 3](#)

TÉHÉRAN JOUE "L'INTÉRIEUR CONTRE L'EXTÉRIEUR"

Pascal Boniface / Métro / 28 septembre

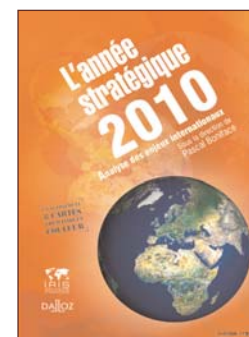
Cette surenchère se déroule dans un contexte où l'Iran est plus que jamais isolé, tant vis-à-vis de la communauté internationale, que du point de vue de ses alliés russes et chinois qui apportent un soutien implicite à de possibles menaces de sanction. Concernant l'interprétation de ce geste, l'explication la plus rationnelle serait de dire que Téhéran joue " l'intérieur contre l'extérieur ". [SUITE PAGE 4](#)

LA FRANCE EST REDEVENUE LE PETIT SATAN

Pascal Boniface par Henri Vernet / Aujourd'hui en France / 24 septembre

Bien sûr. La situation de Clotilde Reiss, qui est retenue à Téhéran pour avoir simplement suivi des manifestations, n'a rien de comparable à celle d'Ali Vakili Rad : ce dernier est en prison en France après avoir été condamné pour assassinat. Mettre sur un même plan le droit de manifester et celui d'assassiner, c'est non seulement du chantage mais aussi une provocation inadmissible. [SUITE PAGE 5](#)

Parutions



Présentation pages 7 et 8

Médias

→ TÉLÉVISION

Désignation de la ville organisatrice des JO 2016
À VENIR - Pascal Boniface par *Le JT*, TV5 (2/10)

Le nucléaire iranien
Le Ring, Barah Mikail par Michel Field (LCI, 29/09)

L'Iran nargue le G20
C dans l'air, Pascal Boniface par Yves Calvi (France 5, 28/09)

Les élections fédérales allemandes
 Jacques-Pierre Gougeon par
 - *Le téléphone sonne*, Alain Bedouet (France Inter, 28/09)
 - France culture (28/09)
 - *C'est arrivé demain*, Europe 1 (27/09)

Le nucléaire iranien
Journal du soir, Karim Bitar par Médi 1 Sat (25/09)

Le désarmement nucléaire
Soir 3, Pascal Boniface par France 3 (24/09)

→ RADIO

Désignation de la ville organisatrice des JO 2016
À VENIR - Pascal Boniface par RFI (1/10)

Le nucléaire iranien
 > Didier Billon par Radio Algérie internationale (28/09)
 > Pascal Boniface par
 - BFM (25/09)
 - Radio Orient (24/09)

Dans la presse

AL-QAIDA TOUJOURS LÀ

Barah Mikail par Jacky Sanudo / Sud-Ouest / 11 septembre

Tout dépend de ce qu'on entend par affaiblissement. On a l'impression d'une baisse de potentiel parce que les médias sont moins dans le retentissant et le spectaculaire par rapport au relais des actions d'al-Qaida sur le terrain. Mais l'organisation existe toujours. [SUITE PAGE 6](#)

Manifestation

ADHÉRENT CRISES ET CONFLITS : LES CAUSES ET LES SCENARIOS

Mardi 13 octobre / Maison de l'Europe / Paris



Maison de l'Europe de Paris

Conférence-débat organisée en partenariat avec la Maison de l'Europe, autour de Pascal Boniface, Directeur de l'IRIS et Hubert Védrine, Associé gérant d'Hubert Védrine Conseil et ancien ministre des Affaires étrangères, à l'occasion de la parution de leur ouvrage *Atlas des crises et des conflits* (éditions Armand Colin).

[Renseignements : colloques@iris-france.org](mailto:colloques@iris-france.org)

ADHÉRENT ET POUR QUELQUES DEGRÉS DE PLUS... NOS CHOIX ÉCONOMIQUES FACE AU RISQUE CLIMATIQUE

Jeudi 5 novembre / Espace Kiron / Paris

Conférence-débat autour de Christian de Perthuis, professeur associé à l'Université Paris-Dauphine et conseiller scientifique de la Mission Climat à la Caisse des Dépôts, à l'occasion de la parution de son ouvrage « Et pour quelques degrés de plus... Nos choix économiques face au risque climatique » (Ed. Pearson).

[Renseignements : colloques@iris-france.org](mailto:colloques@iris-france.org)

3èmes Cycles

INSTITUT PRIVÉ DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES diplômes de niveau Bac +4 et Bac +5

OUVERTURE DES INSCRIPTIONS POUR 2009-10

IPRIS 1^{ère} année - Niveau Bac +4, accessible après une licence

> DIPLOME PRIVÉ D'ÉTUDES FONDAMENTALES RELATIONS INTERNATIONALES

IPRIS 2^{ème} année - Niveau Bac +5, accessible après une maîtrise ou un Master I

- > DIPLOME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES RELATIONS INTERNATIONALES
- > DIPLOME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DÉFENSE, SÉCURITÉ ET GESTION DE CRISE
- > DIPLOME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES GÉOÉCONOMIE ET INTELLIGENCE STRATÉGIQUE
- > DIPLOME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES ÉTUDES EUROPÉENNES
- > DIPLOME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES ACTION INTERNATIONALE ASSOCIATIVE ET COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE
- > DIPLOME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES LES MÉTIERS DE L'HUMANITAIRE

Présentation de l'école et de nos programmes,
demandes de dossier d'inscription sur

www.iris-france.org

Formations professionnelles



NOUVEAU

DÉCOUVREZ LES PROGRAMMES DE FORMATION 2009/2010

> LES CYCLES APPROFONDIS

d'octobre à juin > « COMPRENDRE LA SCÈNE INTERNATIONALE CONTEMPORAINE »
de janvier à juin > « CONNAISSANCE APPROFONDIE DU MOYEN-ORIENT »

> LES MODULES THÉMATIQUES

- d'octobre à décembre > « DÉCOUVERTE DU MOYEN-ORIENT »
- d'octobre à novembre > « INITIATION AUX QUESTIONS DE DÉFENSE »
« GÉOPOLITIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE »
- de décembre à janvier > « LA MONDIALISATION APRÈS LA CRISE »
« CRIMINALITÉ ET DÉLINQUANCE INTERNATIONALES »
- de janvier à février > « DÉCOUVERTE DU MAGHREB »
« LES MÉDIAS FACE AUX RELATIONS INTERNATIONALES »
- de mars à avril > « QUESTIONS AFRICAINES »
« GÉOPOLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT »
- de mai à juin > « STRATÉGIE, INFLUENCE ET INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE »
« GÉOPOLITIQUE DE L'EAU »

Détails sur www.iris-france.org
ou au 01 53 27 60 69

Les élections fédérales allemandes

Jacques-Pierre Gougeon par
- LCI (28/09)
- Michel Field (LCI, 27/09)

Evolution de la situation au Honduras

Jean-Jacques Kourliandsky par RCF
(27/09)

Le sommet du G20

Sylvie Matelly par RTBF - Belgique
(24/09)

→ PRESSE ÉCRITE

Les relations France - Grèce

Didier Billion par Filios Stangos
(Khatimerini, 30/09)

L'affaire Roman Polanski

Karim Bitar par Robert Marquand
(Christian Science Monitor, 29/09)

Kadhafi et la marche du monde

Barah Mikail par Maclean's
Magazine (28/09)

L'Allemagne, 20 ans après

Jacques-Pierre Gougeon par Le
Monde (28/09)

Relations franco-égyptiennes

Didier Billion par Euractiv (28/09)

Le sport outil d'influence pour la Turquie

Didier Billion par La Croix (28/09)

Kadhafi à l'ONU et au Canada

Karim Bitar par
- Metro - Canada (26/09)
- Micheal Tutton (The Canadian
Press, 25/09)

La sortie de crise sera source de frictions franco-allemandes

Jacques-Pierre Gougeon par La
Tribune (25/09)

2e sommet Afrique-Amérique du sud

Jean-Jacques Kourliandsky par
Africa.com (24/09)

Les relations israélo-libanaises

Barah Mikail par Guysen News (23/09)

Farouq Hosni et l'UNESCO

Barah Mikail par
- L'Express (23/09)
- AFP (23/09)
- Reuters (23/09)

L'OM et les propos de Dassier

Karim Bitar par So Foot (19/09)

Abonnement

Désinscription sur simple
demande à :
contact@iris-france.org

AVEC UN SPD DÉSORMAIS HORS DE LA COALITION, ANGELA MERKEL AURA AFFAIRE À UNE OPPOSITION PLUS DURE

Jacques-Pierre Gougeon par Marion Van Renterghem / Le Monde / 28 septembre

Peut-on parler d'une victoire d'Angela Merkel ?

Oui, même si la CDU/CSU a légèrement reculé. En recentrant son parti, elle lui a fait perdre des électeurs vers le FDP. Mais elle a gagné des électeurs urbains et diplômés, attirés par une CDU plus moderne. Elle a changé l'image de la famille de son parti. Avec la crise, elle a tranché en faveur d'un pouvoir de régulation de l'Etat en matière économique. Résultat : 40 % des électeurs potentiels des Verts et 20 % de Die Linke estimaient qu'ils pouvaient voter Merkel. C'est une réussite de sa stratégie d'ouverture.

La coalition avec les libéraux ne sera-t-elle pas conflictuelle ?

Il y a des points d'accord entre les deux partis, notamment sur la réduction des impôts et la politique éducative. Il y a aussi des points de divergence : les libéraux ne sont pas favorables au salaire minimum, que Mme Merkel a introduit dans sept branches professionnelles ; les libéraux souhaitent rendre plus flexible la législation sur les licenciements, ce à quoi Mme Merkel n'est pas favorable. L'Afghanistan peut être un sujet de tension, surtout avec Guido Westerwelle en ministre des Affaires étrangères : il a demandé que les troupes allemandes quittent l'Afghanistan, s'opposant en cela à Mme Merkel.

On peut aussi s'interroger sur la manière dont les futurs partenaires entendent financer l'Etat-providence, avec le déclin démographique annoncé : d'ici à 2050, l'Allemagne perdra 18 millions d'habitants. Comment financer les retraites et la santé, sachant que les dépenses de protection sociale, en Allemagne, correspondent déjà à 30 % du PIB ? Autre contradiction : les libéraux et la CDU veulent assainir les finances publiques et vite revenir à l'équilibre quasiment atteint sous la grande coalition en 2008 avec un déficit public atteignant 0,1 % du PIB. Comment faire, alors que les plans de relance correspondent à 3 % du PIB et que la CDU/CSU et le FDP veulent diminuer les impôts ?

Guido Westerwelle sera-t-il un allié fiable ?

Il a déjà une longue carrière politique, mais n'a jamais exercé de fonction ministérielle. Angela Merkel dégage la sérénité, lui peut être plus imprévisible. On l'a vu souvent changer de stratégie politique. La question est de savoir comment les libéraux vont exploiter leur très bon résultat de 14,6 % : vont-

ils chercher à mettre la chancelière sous pression ou préféreront-ils lâcher sur certains points politiques, pour obtenir le maximum de ministères, après onze ans passés dans l'opposition ?

Mme Merkel doit-elle craindre une alliance des partis de gauche dans l'opposition ?

Avec un SPD désormais hors de la coalition, elle aura affaire à une opposition plus dure qui peut conduire à un rapprochement entre le SPD et Die Linke : ce qui n'était pas possible lorsque le SPD était au gouvernement peut le devenir. Un rassemblement de ces deux forces de gauche et des Verts pourrait à plus long terme constituer une alternative. Mais l'idée d'un rapprochement avec Die Linke ne fait pas l'unanimité au SPD.

Les libéraux risquent-ils de freiner les ambitions européennes ?

Les libéraux, par tradition, sont pro-européens. S'ils le sont moins aujourd'hui que ne l'étaient leurs prédécesseurs - je pense à Genscher -, ils ne font qu'épouser une tendance à une défense plus visible des intérêts nationaux. Ils peuvent être, plus que la CDU, le réceptacle des revendications de certains milieux économiques et être par exemple tentés de freiner la lutte contre le réchauffement climatique, au nom des intérêts du secteur automobile. Rien ne dit, d'ailleurs, qu'ils ne demanderont pas à avoir le poste de commissaire européen. Mme Merkel leur fera-t-elle cette concession ? ■

TÉHÉRAN JOUE "L'INTÉRIEUR CONTRE L'EXTÉRIEUR"

Pascal Boniface / Métro / 28 septembre

Comment doit-on interpréter le nouveau tir de missiles iranien ?

Cette surenchère se déroule dans un contexte où l'Iran est plus que jamais isolé, tant vis-à-vis de la communauté internationale, que du point de vue de ses alliés russes et chinois qui apportent un soutien implicite à de possibles menaces de sanction. Concernant l'interprétation de ce geste, l'explication la plus rationnelle serait de dire que Téhéran joue " l'intérieur contre l'extérieur ". Compte tenu de son isolement, l'Iran peut jouer la carte de la confrontation internationale, en cherchant ainsi à consolider les bases de son régime intérieur, estimant que, dans le cas d'une confrontation militaire, il pourra espérer, par un sursaut patriotique, regagner la confiance de ses citoyens.

A l'heure actuelle, les Iraniens sont-ils solidaires de l'attitude du régime ?

Non, mais c'est justement ce que les Ayatollahs espèrent, en jouant avec la fibre patriotique et la menace d'une opposition militaire de grande ampleur. Si bien que même les opposants au régime seraient solidaires des dirigeants dans le cas d'une telle menace.

Que penser de l'existence d'un second centre d'enrichissement d'uranium ?

La question est de savoir pourquoi le rendre public aujourd'hui. On peut y voir une volonté de jeter de l'huile sur le feu. Mais si on ajoute ce tir de missile, cela montre bien que l'Iran est décidé à maintenir la pression vis-à-vis de la communauté internationale.

Les USA et Israël disent ne pas exclure un recours militaire...

Le pire scénario serait une attaque israélienne. On peut même se demander si Téhéran ne le souhaite pas : cela lui permettrait là encore de tenir un discours de sursaut national à l'encontre de ses citoyens. Malgré cela, il reste encore quelques semaines pour que les négociations débouchent sur une solution pacifique. A ce sujet, il existe une large palette de sanctions qui pourraient étouffer économiquement le pays. Dans ce cas présent, le fossé entre le régime et la population ne ferait que s'accroître, ces derniers tenant responsables les dirigeants de la situation économique difficile.

Qu'en pensent la Chine et la Russie, alliées de l'Iran ?

On observe qu'avec la nouvelle politique prônée par Barak Obama, Russes et Chinois seraient sans doute moins réticents aujourd'hui à proclamer des sanctions en direction de l'Iran. Ces deux alliés tentent d'éviter deux choses : la première, c'est de donner l'impression de suivre la ligne politique des Occidentaux sans rien dire. La seconde, c'est que ni la Russie ni la Chine ne souhaitent voir l'Iran en possession de l'arme nucléaire. L'enjeu est donc que les sanctions qui pourraient être proposées contre l'Iran soient négociées, dès le départ, avec les Russes et les Chinois. La question de l'arme nucléaire iranienne soulève la fronde de la communauté internationale.

Pourtant, Israël, le Pakistan et l'Inde possèdent l'arme nucléaire...

Certes ces trois pays ont l'arme nucléaire, mais aucun d'eux n'a signé le traité de non-prolifération sur les armes nucléaires, et donc ils ne peuvent enfreindre un traité qu'ils n'ont pas paraphé. En revanche, l'Iran a signé ce traité. Au-delà de l'argument juridique, il y a une plus grande acceptation du nucléaire israélien, dans le sens où Israël est considéré comme membre de la famille occidentale. ■

LA FRANCE EST REDEVENUE LE PETIT SATAN

Pascal Boniface par Henri Vernet / Aujourd'hui en France / 24 septembre

L'Iran se livre-t-il à un chantage vis-à-vis de la France ?

Bien sûr. La situation de Clotilde Reiss, qui est retenue à Téhéran pour avoir simplement suivi des manifestations, n'a rien de comparable à celle d'Ali Vakili Rad : ce dernier est en prison en France après avoir été condamné pour assassinat. Mettre sur un même plan le droit de manifester et celui d'assassiner, c'est non seulement du chantage mais aussi une provocation inadmissible.

Que cherche Ahmadinejad ?

Le régime iranien est de plus en plus isolé, tant sur le plan national qu'international. Pour tenter de reconquérir son opinion publique, Ahmadinejad multiplie les scandales mettant en cause l'étranger. Avec Vakili Rad, il ressort, de plus, un dossier remontant à bien longtemps. C'est la première fois que l'Iran remet sur le tapis la libération de Vakili Rad. C'est bien la preuve que c'est un simple prétexte.

Pourquoi les relations se sont-elles dégradées entre Paris et Téhéran ?

Ce n'est pas si soudain. A part la brève lune de miel qui a suivi l'arrivée au pouvoir de Khomeini, longtemps réfugié en France, les relations ont toujours été difficiles depuis l'épisode Eurodif Dans la guene Iran-Irak (1980-1988), Paris s'était positionné du côté irakien, fournissant des armes à Saddam Hussein !

Et plus récemment ?

Les deux pays les plus visés par Ahmadinejad sont la France et l'Angleterre. Cette dernière l'est à cause de la formidable audience en Iran de BBC World, la chaîne la plus suivie par les jeunes Iraniens durant les émeutes de l'été. Quant à la France, c'est elle qui, par la voix de Nicolas Sarkozy, a critiqué le plus sévèrement - beaucoup plus qu'Obama - la réélection et la répression des manifestations par Ahmadinejad. Paris avait déjà pris des positions dures sur le nucléaire militaire iranien. Du coup, le fait de présenter Clotilde Reiss comme une espionne a été une aubaine pour ce régime. Si les Etats-Unis ne sont plus vraiment le " grand Satan ", la France est redevenue le " petit Satan " !

L'Iran n'est-il pas agacé par la présence militaire française dans la région, à Abu Dhabi ?

Non, cela ne les effraie pas. Car ce dispositif ne jouerait un rôle que si l'Iran attaquait les Emirats, ce qui n'est pas un scénario probable. L'accord de défense France-Emirats n'est pas une menace contre l'Iran.

Faudrait-il tenter de libérer Clotilde Reiss par une action commando ?

Non, cela relève de la fiction. D'abord, elle n'est pas en prison mais à l'ambassade de France. Et, à cet égard, le précédent américain de 1980 a été calamiteux, coûtant sa réélection à Jimmy Carter ! Quant à une exfiltration par la ruse, en la cachant dans une voiture ou autre, c'est tout aussi risqué : si l'opération échouait, le régime Ahmadinejad en tirerait tout le bénéfice, y voyant une preuve de culpabilité !■

AL-QAIDA TOUJOURS LÀ

Barah Mikail par Jacky Sanudo / Sud-Ouest / 11 septembre

Huit ans après les attentats du 11 Septembre, on dit al-Qaïda affaiblie. Qu'en est-il ?

Tout dépend de ce qu'on entend par affaiblissement. On a l'impression d'une baisse de potentiel parce que les médias sont moins dans le retentissant et le spectaculaire par rapport au relais des actions d'al-Qaïda sur le terrain. Mais l'organisation existe toujours. Elle n'a pas besoin d'un énorme attirail pour provoquer des dégâts. Ces derniers mois, en Irak, au Pakistan, en Afghanistan, on a eu des attentats revendiqués qui sont attribuables à al-Qaïda. Certes, elle n'a pas explosé en popularité ou en potentiel, mais, sur le fond, elle garde des capacités d'action. Par extension, certaines organisations, prenant al-Qaïda pour modèle, ont pignon sur rue, comme on l'a vu en Algérie ou au Maroc, par exemple. Selon les services de renseignements, son champ serait tellement large qu'il serait étendu jusqu'en Somalie aujourd'hui.

La lutte contre le terrorisme version Bush a-t-elle vécu ?

Si l'on s'en tient aux déclarations et aux actions de Barack Obama, on constate que, s'agissant de lutte contre le terrorisme, il s'inscrit dans la lignée de son prédécesseur. Pour lui, il faut demeurer intransigeant vis-à-vis des terroristes et mener à bien les tenants et les aboutissants de cette lutte. Dans le même temps, il y a certains relents pragmatiques. J'entends par là, la manière dont l'administration Obama a fait savoir qu'elle était favorable à des négociations ou tractations avec certains éléments qu'elle estime modérés. Parmi eux, une frange des talibans. Cependant, il y a un bémol à ce pragmatisme dans la décision d'Obama de globaliser la donne concernant l'Afghanistan et le Pakistan. Ce qui revient à dire que tous les terroristes sont dans le même sac, et on ne va pas faire dans la nuance. Cela semble assez légitime... C'est certain. Le président des États-Unis n'a aucun intérêt à laisser les terroristes s'exprimer. Mais les huit ans d'administration Bush ont prouvé que la méthode sécuritaire ne marchait pas toute seule et qu'elle contribuait à la radica-

lisation des populations. Al-Qaïda sait rebondir sur des configurations politiques afin de servir sa propre stratégie. Et l'Afghanistan est le terrain rêvé, car les limites des Occidentaux y sont prouvées.

Est-ce pour cela qu'aux États-Unis on ne semble pas croire à l'affaiblissement de l'organisation ?

Le fait même qu'on commémore le 11 Septembre huit ans après montre qu'on continue à redouter al-Qaïda. Rien que cela, c'est une forme de victoire pour l'organisation terroriste. Comment expliquer qu'Oussama Ben Laden, qui incarne al-Qaïda, n'ait jamais été neutralisé ? Si l'on en croit certaines fuites, il s'avérerait que Ben Laden a failli être arrêté à plusieurs reprises. Mais, en fait, on n'est même pas d'accord sur sa localisation effective. De quoi alimenter la théorie du complot qui veut qu'il n'ait pas été neutralisé parce que cela arrangerait tout le monde. Mais il n'y a aucun élément concret pour valider cela. ■



AUTOMNE 2009

LA REVUE INTERNATIONALE ET STRATEGIQUE **N°75**

Le monde occidental est-il en danger?

Dossier sous la direction de **Pascal Boniface**

SOMMAIRE /

Autre regard

De la relativité appliquée au terrorisme / Thierry Fragnoli

Éclairages

Argentine, Brésil, Mexique : pertinence du concept d'émergence / Jean-Jacques Kourliandsky

Les réfugiés irakiens en Syrie / Léa Conti Fabra

Qui s'est approprié la gestion de la paix et de la sécurité en Afrique ? / Romain Esmenjaud, Benedikt Franke

Le dialogue arméno-turc / Gaïdz Minassian

Dossier : Le monde occidental est-il en danger?

Éditorial / Pascal Boniface

Du monde occidental au temps de l'humanité : une révolution nécessaire / Marie-George Buffet

Des Occidentaux peu crédibles à « défendre les valeurs » / François Burgat

L'avenir de l'Occident et le monde musulman / Mustapha Chérif

Pour exister l'Occident a besoin d'épouvantails / Entretien avec Régis Debray

Crise identitaire du monde occidental / Doudou Diène

Le spectre d'Al-Qaïda / Jean-Pierre Filiu

Elargir et repenser la notion d'Occident / Fyodor Lukyanov

Don't Panik ! / Entretien avec Médine

Ce que l'Occident a apporté au monde / Michel Taubmann

Du G 20 au G 2 : y a-t-il encore une place pour l'Europe dans la cour des grands ? / Chenva Tieu

Barbarie et messianisme occidental / Entretien avec Tzvetan Todorov

Le danger de l'occidentalisme / Entretien avec Hubert Védrine

EN LIBRAIRIE

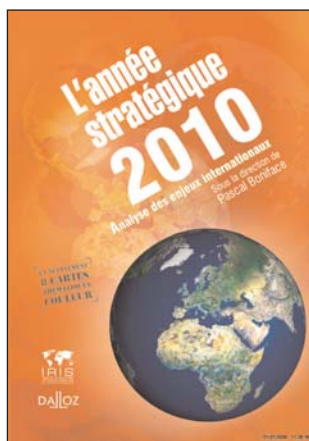
Lecture critique

Comptes rendus

Le trimestre des revues de relations internationales à l'étranger

LES ACTIVITÉS DE L'IRIS

EN VENTE EN LIBRAIRIE
ou sur www.iris-france.org



L'Année stratégique 2010

sous la direction de
Pascal Boniface

(Dalloz / Iris - 25 €)

Entre la crise économique, le sommet du G 20, et l'investiture d'un Noir à la Maison-Blanche, l'ordre mondial et les relations internationales se sont vus profondément modifiés : quels sont les nouveaux enjeux et défis engendrés par les événements de l'année passée ?

Une synthèse complète de la situation géopolitique de l'année

- > enjeux politiques, économiques, sociaux, diplomatique, militaires et stratégiques
- > analyses régionales détaillées
- > principales statistiques démographiques, économiques, sociales et militaires par pays

Un outil de compréhension des relations internationales

Ouvrage de référence géopolitique, *L'Année stratégique 2010* donne les clés pour comprendre les tensions et les enjeux de l'actualité internationale, ainsi que les défis à venir.

- > **196 fiches-pays** (indicateurs politiques, sociaux et de développement ; données démographiques, économiques et militaires)
- > **7 fiches régionales**
- > **9 cartes des principaux enjeux régionaux**
- > **8 cartes thématiques couleurs en supplément**
- > **rappel chronologique des événements qui ont marqué l'année**
- > **bibliographies et sélection de sites Internet**
- > **annuaire statistique mondial des données essentielles**
- > **présentation des organisations internationales et des centres de recherche en relations internationales**

/ SOMMAIRE

CLASSEMENT ALPHABETIQUE DES FICHES-PAYS
LES AUTEURS
REMARQUES METHODOLOGIQUES

INTRODUCTION

2008-2009, une rupture dans l'Histoire : fantasme ou réalité ?

> Pascal Boniface

ENJEUX ÉCONOMIQUES

Les économies face à la crise : une mutation nécessaire ?

> Sylvie Matelly

ENJEUX MILITAIRES

Les politiques de défense : des évolutions contrastées

> Jean-Pierre Maulny

ENVIRONNEMENT ET ENERGIE

Entre logiques énergétiques et priorités environnementales : un insoluble dilemme ?

> Barah Mikail

TERRORISME ET CRIMINALITÉ

Criminalité : entre croissance et diversification

> Alain Bauer, Stéphane Quéré, Laurence Ifrah et Christophe Soullez

AIRES GÉOGRAPHIQUES

EUROPE

L'Union européenne, entre crise permanente et action politique

> Fabio Liberti

AMÉRIQUE DU NORD

L'Amérique à l'aube du changement ?

> Charlotte Lepri

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Reconfigurations dans un contexte de crise

> Jean-Jacques Kourliandsky

MOYEN-ORIENT ET MAGHREB

Vers une nouvelle équation politique régionale

> Didier Billion et Rachid Khechana

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Une Afrique emportée par la crise mondiale

> Philippe Hugon

ASIE ET OCÉANIE

Tensions, récession, conflits et démissions : l'Asie en (dés)ordre de bataille

> Olivier Guillard

RUSSIE ET CEI

Russie-CEI : du conflit à la crise

> Laure Delcour

CENTRES DE RECHERCHE EN RELATIONS INTERNATIONALES

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

SITES INTERNET SPÉCIALISÉS

ANNEXES STATISTIQUES

INDEX

**EN VENTE EN LIBRAIRIE
OU SUR www.iris-france.org**